

NOTE I

Rôle des Femmes dans la Prévention de l'Extrémisme Violent en Tunisie

Emna Jeblaoui

Directrice Exécutive de l'Institut International du Développement Humain
(IDH), Tunisie

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	3
2. Rôle des femmes dans la PEV en Tunisie : état des lieux	3
3. Rôle des femmes dans l'extrémisme violent: causes sous-jacentes à la radicalisation des femmes	4
Radicalisation et religion	5
Intolérance	5
Négation de la mondialisation, de la démocratie et de la laïcité	6
Faillite du leadership religieux	6
Violence à l'encontre des femmes	6
Espaces de socialisation des femmes radicalisées	7
Education, médias et culture	7
Radicalisateurs et radicalisés	7
Incitations financières	8
Courants jihadiste et takfiriste : entre religion et idéologie	8
4. Prévention et lutte contre l'extrémisme violent en Tunisie : bonnes pratiques et études de cas	8
Cadre réglementaire et P/LEV	8
Bonnes pratiques	8
La réalisation de résultats satisfaisants	8
L'innovation	9
La durabilité	9
L'égalité entre les sexes	9
La viabilité et la faisabilité	9
La participation	9
L'adaptabilité et la reproductibilité	9
Etude de cas : le Congrès des Intellectuels Tunisiens contre le Terrorisme	9
Résultats	10
Etude de cas : le Programme d'Appui à la Société Civile	10
Résultats	11
Etude de cas : la Ligue Nationale Tunisienne de la Femme Policière	11
Résultats	12
Etude de cas : l'Institut International de Développement Humain et le Plan d'Action National de Mise en Œuvre de la Résolution Femmes, Paix et Sécurité	12
Résultats	13
5. Références bibliographiques	13

1. INTRODUCTION

La présente note se veut être une contribution à une meilleure compréhension de la raison et de la manière dont les femmes participent à la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en Tunisie. Il s'agit de repenser, de la manière la plus objective qui soit, les notions de Femmes, Paix et Sécurité (FPS), d'une part et d'extrémisme violent (EV), d'autre part. Elle peut également servir de grille pour analyser les facteurs institutionnels et réglementaires qui, tant au niveau socio-culturel que local, sont susceptibles d'entraver ou, au contraire, de promouvoir la lutte et la prévention de l'extrémisme violent en Tunisie et appréhender la mesure dans laquelle les femmes sont impliquées dans ce phénomène.

2. RÔLE DES FEMMES DANS LA PEV EN TUNISIE: ÉTAT DES LIEUX

Nous tenterons, ici, d'analyser le rôle que jouent les femmes dans l'extrémisme violent en Tunisie. Il s'agit de déterminer les axes autour desquels s'articuleront les actions stratégiques et globales de PEV, impliquant des institutions gouvernementales et non gouvernementales propres à chaque région. Nous arborerons une synthèse de la place qu'occupent les femmes dans la PVE en Tunisie, compte tenu à la fois des actions gouvernementales et non gouvernementales.

La dernière partie de la présente note s'attèle aux bonnes pratiques en matière de genre et de PEV en vigueur en Tunisie. Il s'agit, plus particulièrement, du Congrès des Intellectuels Tunisiens contre le Terrorisme, du Programme d'Appui à la Société Civile, de l'Institut International de Développement Humain et des différentes composantes du Plan d'Action National de Mise en Œuvre de la Résolution Femmes, Paix et Sécurité. Les résultats ont porté, en premier lieu, sur la nécessité que soient engagés, par les acteurs de la société civile, des débats intellectuels

sur l'extrémisme et la perspective du genre dans un contexte de transition politique marqué par une situation socio-économique fragile. Il a également été question d'inciter la société civile à recourir à des approches basées sur le genre dans l'élaboration de réponses en matière de PEV, notamment en assurant la participation d'un plus grand nombre de femmes aux sessions de formation et en mobilisant des ressources financières et des financements adéquats et conséquents en faveur de la prévention de l'extrémisme violent. De son côté, le Plan d'Action National de Mise en Œuvre de la Résolution Femmes, Paix et Sécurité prévoit un certain nombre de bonnes pratiques en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Et là encore, la budgétisation et le financement restent cruciaux, tout comme la mise en place d'approches fondées sur le genre pour réformer le secteur sécuritaire.

Dans un premier temps, la présente fait le point des résultats positifs réalisés à ce jour en matière de lutte contre l'extrémisme violent en Tunisie. Elle met également en lumière le rôle joué par les femmes dans la constitution de ces expériences à travers des formulaires et des fiches qui documentent toutes les pratiques qui répondent aux critères qui y sont énoncés. Certes, au niveau international, les bonnes pratiques en matière de lutte contre l'extrémisme violent ne manquent pas. Mais cette recherche s'intéresse, principalement, à celles en vigueur en Tunisie. Nous nous référerons occasionnellement aux bonnes pratiques d'autres pays, à des fins de comparaison de l'expérience tunisienne. Ainsi, nous serons plus à même de concevoir des méthodes et stratégies capables de s'ériger en bonnes pratiques concernant, entre autres, la participation des femmes à la lutte contre l'extrémisme et l'appréhension du thème de l'extrémisme à partir de la perspective du genre. Une question longue et épineuse.

Cet article s'inscrit dans le cadre du suivi des campagnes de plaidoyer mises en place pour inciter à l'élaboration de politiques publiques appropriées en lien avec la question du terrorisme et de l'extrémisme. Il se veut être un cadre propice à l'accumulation d'expériences et de pratiques issues d'initiatives prises par les femmes et fondées sur une approche sensible au genre. Cela suppose de renforcer les positions de force des femmes, aussi bien au niveau des centres de décision que lors du travail de terrain sur les questions de lutte contre l'extrémisme.

Même si beaucoup s'entendent à dire que la Tunisie est une nation forte et organisée, ces pratiques restent récentes et inhabituelles. Les organisations de la société civile tunisienne ont acquis une expérience notable dans le domaine des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne la défense des droits civils et politiques et les droits des femmes, l'observation des élections et le travail législatif, constituant et parlementaire. Ces expériences ont été acquises sur plusieurs étapes et la question des droits civils et politiques a même été abordée bien avant 2011. Ce n'est que plus tard que l'on a commencé à assurer l'observation des élections et à suivre le travail de l'organe législatif. Toutefois, les expériences et initiatives lancées par le gouvernement tunisien pour lutter contre l'extrémisme demeurent un fait nouveau qui doit encore être soumis à l'essai et à l'évaluation, de façon pointue. Il importe donc de contrôler de près toutes ces initiatives embryonnaires, qui risquent de ne pas disposer du cadre méthodologique qui leur permettrait de s'ériger en bonnes pratiques, au vu des normes et critères que nous avons élaborés.

3. RÔLE DES FEMMES DANS L'EXTRÉMISME VIOLENT : CAUSES SOUS-JACENTES À LA RADICALISATION DES FEMMES

Pour mettre en contexte le rôle des femmes dans

la PEV, il convient de rappeler qu'un certain nombre d'entre elles ont déjà été impliquées dans l'extrémisme violent en Tunisie. Jusqu'à récemment, l'exacerbation de la radicalisation n'avait pas fait l'objet d'enquêtes approfondies, même si la question a toujours été sur la table ces trente dernières années. Les années 80 ont particulièrement été marquées par la recrudescence du sentiment religieux et les années 90 vont connaître l'introduction des chaînes satellitaires et inaugurer, par là même, la revivification de la religiosité, du fait du foisonnement des émissions de prédication religieuse. Alors que plusieurs chaînes ont propulsé à l'écran des prédicateurs, hommes et femmes, proposant et promouvant des contenus destinés aux deux sexes, d'autres ont choisi de se focaliser sur un public exclusivement féminin, l'invitant à reconsidérer la mesure dans laquelle ses pratiques concordent avec une lecture rigoriste de la religion. C'est cette vague de débats idéologiques qui, en partie, va alimenter la radicalisation, donner tribune à l'extrémisme violent et lui permettre d'asseoir ses fondements théoriques.

La radicalisation est un phénomène qui s'est particulièrement développé ces dernières années, aussi bien au niveau mondial qu'au sein des communautés francophones. Les hommes, autant que les femmes, sont de plus en plus touchés par l'extrémisme violent.¹ La présente note entend déconstruire et analyser le concept de radicalisation et proposer une typologie de la radicalisation qui aiderait à tracer les voies qui permettraient de contrer ce fléau.

Nous entamerons notre analyse en proposant une définition de ce droit fondamental qu'est la sécurité humaine et en s'attendant aux relations qu'il entretient avec la vulnérabilité croissante qui caractérise nos sociétés d'aujourd'hui, notamment quand il s'agit de

¹ Maro Youssef et Hamza Mighri. "Women's Groups Take on Radicalization in Tunisia". Dotation Carnegie pour la Paix Internationale, 26 mars 2019, <https://carnegieendowment.org/sada/78685>

garantir la sécurité des citoyens dans un contexte global où nul n'est à l'abri du terrorisme.

La définition de la sécurité humaine diffère de celle de la sécurité tout court, dans son acception classique. Cette dernière signifie la protection des frontières, des populations, des institutions, de la propriété et des biens des citoyens. Par sécurité humaine, on entend la protection des individus et des sociétés, en donnant à ces derniers les moyens et les aptitudes nécessaires à leur implication dans l'élaboration des solutions sécuritaires. Les citoyens sont appelés à aider à l'identification et à la mise en œuvre de solutions aux questions sécuritaires émergentes, comme la religion, l'intolérance, l'absence de leadership, les politiques culturelles et les médias. Toutes ces questions seront traitées de façon plus détaillée plus loin.

Plusieurs facteurs socio-économiques entretiennent des relations de causalité avec la radicalisation. On en cite l'âge, le sexe ou encore la géographie/région : le milieu urbain/rural, la catégorie socio-professionnelle ou encore le niveau d'instruction. D'autres facteurs, non moins importants, comme la famille et la situation géographique, peuvent également intervenir de manière significative. Il n'est pas rare de constater que la radicalisation est souvent affaire de famille ou de voisinage, ce qui expose les cibles les plus vulnérables à de plus grands risques. Dans certains groupes extrémistes, l'on a observé la présence de paires mères-filles ou pères-filles et l'idée de "l'homme idéal" ou du "prince djihadiste" est connue pour être séduisante auprès de bon nombre de jeunes filles.

Radicalisation et religion

Nous entamons cet exposé sur la radicalisation des jeunes hommes et femmes en nous référant à une étude précédemment menée par l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ)². L'enquête, réalisée

² Rapport sur l'état de la religion et la liberté de conscience en

auprès de 1.200 personnes de différentes régions du pays, a porté sur le thème de la religion et de la liberté d'expression en Tunisie. Les réponses ont donné à voir que plus de 5% des personnes interrogées ont estimé que l'idéologie salafiste/djihadiste était "acceptable", voire "très acceptable" et que 23% d'entre elles l'ont qualifiée de "presque acceptable"³. L'idéologie salafiste/djihadiste n'est "pas du tout acceptable" pour 47% des répondants et "inacceptable" pour 70% d'entre eux. Cela veut dire que près de 30% de la population ne voit pas d'un mauvais œil les actes de violence qui frappent le pays. Un constat pour le moins préoccupant (avril 2016).

Intolérance

Les 1.200 répondants ont également été interrogés sur ce qu'ils pensaient de l'école mystique de l'islam. Pour 32,6% des personnes interrogées, le soufisme n'est pas un système de pensée stable et acceptable et pour 12,6% d'entre elles, cette doctrine n'est "pas du tout acceptable"⁴. Ces chiffres soulignent le penchant des répondants pour les écoles hanbalite et salafiste, deux écoles aux antipodes du courant mystique de l'islam⁵. Un constat qui pointe du doigt les chaînes satellitaires et les désigne comme principales responsables de l'avènement du hanbalisme, la Tunisie étant officiellement rattachée à l'école malikite. Certes, il existe des personnes qui se disent intolérantes à l'égard des minorités religieuses. Mais d'autres, en nombre plus important, sont tolérantes sur le plan religieux et peuvent constituer un référentiel à l'élaboration des programmes de PVE.

Tunisie (Tunis : L'observatoire national de la jeunesse, le forum des sciences sociales appliquées & l'institut arabe des droits de l'homme, 2015), <http://www.onj.nat.tn/index.php/fr/sondage-d-opinion/l-etat-de-la-religion-et-la-liberte-de-conscience-en-tunisie>.

³ Rapport sur l'état de la religion et la liberté de conscience en Tunisie, p.32

⁴ Rapport sur l'état de la religion et la liberté de conscience en Tunisie, p.31.

⁵ Hanbalisme : <https://ifpo.hypotheses.org/tag/hanbalisme>

Négation de la mondialisation, de la démocratie et de la laïcité

Dans le présent document, nous nous intéresserons à la relation entre religion et liberté de pensée en Tunisie. Question qui, pour plusieurs, continue d'être déconcertante. L'exacerbation de l'extrémisme violent et la multiplication des actes terroristes commis par des groupes se proclamant uniques dépositaires de l'islam ont poussé à faire l'apologie de ce genre d'actes et servi, par conséquent, de catalyseurs à l'extrémisme violent.

Cela s'explique, en partie, par le fait que les valeurs de liberté et de démocratie sont de moins en moins attrayantes pour les jeunes, dans le monde arabe comme partout ailleurs. Selon les résultats de l'ONJ, tous les jeunes n'éprouvent pas de sympathie pour les idées salafistes. L'enquête montre que seulement 30% des jeunes interrogés ont répondu favorablement au terrorisme. Constat que Monika Marks a repris dans son article⁶.

La mondialisation n'a pas l'unanimité, non plus. Cela nous amène à nous arrêter sur la question des "parias", dans le monde arabe comme partout ailleurs, et des exclus, poussés à aller explorer d'autres voies d'appartenance. C'est pour dire combien il devient impératif, aujourd'hui, de repenser la manière dont les jeunes se représentent la démocratie et la liberté, notamment dans les communautés musulmanes. Cela concerne aussi bien le nord que le sud et les hommes autant que les femmes⁷. C'est à nous qu'il convient de nous "reconfigurer" et de nous "remettre sur le marché" afin de mieux nous adapter aux nouvelles tendances qui bouleversent le monde.

⁶ Monica Marks, "Youth Politics and Tunisian Salafism : Understanding the Jihadi Current". Politiques Méditerranéennes, vol. 18, no. 1 (2013): pp.104–111.

⁷ Iris Kolman, "Gender Activism in Salafism: A Case Study of Salafi Women in Tunis" in Salafism After the Arab Awakening : Contending with People's Power, revu par Francesco Cavatorta et Fabio Merone (Oxford: Oxford University Press, 2017).

Faillite du leadership religieux

Aujourd'hui, la communauté mondiale est confrontée à de nombreuses thématiques qui appellent réflexion. La laïcité en est un exemple, étant, dans les communautés francophones comme dans de nombreux autres pays, une loi et un principe constitutionnel à la fois.

Certains chercheurs estiment que nous assistons à une islamisation rampante de la modernité. De là, se pose inéluctablement la question de la modernisation de l'islam. Les croyances islamiques sont basées sur la tradition et les hadiths du prophète, à l'instar de celui des 73 factions et du seul groupe sauvé, promis au paradis.

Par conséquent, il devient essentiel de repenser certaines thématiques comme l'islam et la liberté, ou encore l'islam et la démocratie, un sujet qui a récemment fait surface. L'islam serait donc appelé à se réinventer de manière fondamentale pour aller de pair avec les exigences du monde contemporain. Mais cela ne peut se faire en l'absence d'un leadership religieux, capable d'apporter aux jeunes générations les réponses qu'elles attendent. Au moins une fois par an, plusieurs associations, académiciens et érudits musulmans se réunissent pour discuter de questions d'actualité. Jusqu'à présent, ils ne semblent pas parvenir à combler le fossé qui les sépare de la jeunesse musulmane⁸. Un constat que nous avons vérifié aussi bien au nord qu'au sud de la Tunisie.

Violence à l'encontre des femmes

Faut-il rappeler que nombreux sont les "imams qui tiennent des propos susceptibles de justifier

⁸ La Presse, "Zaghuan : Arrestation d'un imam pour suspicion de liens avec le terrorisme". La Presse, 20 avril 2019, <https://lapresse.tn/3710/zaghuan-arrestation-dun-imam-pour-suspicion-de-liens-avec-le-terrorisme/>

la violence faite aux femmes⁹. Cela amène à s'interroger sur les interactions possibles entre la justification de la violence à l'encontre des femmes qu'on entend lors de certains discours religieux, d'une part et la radicalisation idéologique qui appelle au rejet de tous les aspects de la société moderne, y compris l'émancipation des femmes, d'autre part. Les arguments allant à l'encontre de l'émancipation des femmes sont devenus partie intégrante des discours des prédicateurs qui délibérément, s'emploient à créer l'amalgame entre sociétés libertaires, déchéance morale et libéralisation de la femme. Il est probable que les adeptes de la violence à l'encontre des femmes trouvent prétexte à leurs postures dans les contenus des prêches radicaux et sont incités, par là même, à s'allier aux groupes extrémistes violents.

Espaces de socialisation des femmes radicalisées

Les associations caritatives sont connues pour être des espaces où les hadiths et le Coran font généralement l'objet d'interprétations pour le moins erronées. En témoignent les leçons religieuses proposées dans les sphères privées, à l'instar des écoles "coraniques" et des mosquées ou à l'occasion des cérémonies funéraires, lors des ablutions et même pendant le cérémonial de la toilette mortuaire.

Education, médias et culture

La défaillance des politiques culturelles et éducatives des pays arabo-musulmans est souvent désignée comme responsable de la recrudescence des préceptes extrémistes. Aux côtés de l'expansion des réseaux sociaux, nous assistons également à une massification de la culture du médiocre, avec tous les effets contaminants et régressifs que cela peut avoir sur les communautés musulmanes qui vivent en Europe et partout ailleurs. L'incapacité des leaderships

⁹ Cheikh Hussein Mohamed Amer, "Québec : Battre sa femme est une manière de l'éduquer", <http://www.postedeveille.ca/2013/10/quebec-battre-sa-femme-est-une-maniere-de-l-eduquer.html>

politiques et religieux à générer de nouveaux modèles alternatifs positifs en faveur des jeunes générations a nourri cette nouvelle vague de prédicateurs radicalisés. Certains sont d'abord apparus les chaînes satellitaires dans les années 90, avant de pulluler sur Internet à partir des années 2000, surtout depuis l'avènement des réseaux sociaux.

Par ailleurs, il est fréquent que des recruteurs et autres extrémistes violents s'introduisent sur les forums de discussion et se dissimulent parmi les utilisateurs de jeux vidéo comme Grand Theft Auto, Assassin Creed, Call of Duty, pour ne citer que ceux-là. On sait également que certains groupes recourent à des messages sexospécifiques sur les médias sociaux pour cibler les femmes. Un constat qui appelle enquête.

Radicalisateurs et radicalisés

La matrice religieuse qui alimente l'extrémisme violent est souvent la résultante de la vision défendue par bon nombre de fanatiques religieux. Certaines catégories de la population, comme les jeunes filles, se retrouvent dans le collimateur et sont ainsi poussées à la commission d'actes d'extrémisme violent. Par cette commission, elles se persuadent de "sauver" ou de "purifier" l'Islam et de le protéger contre la version "ultra-light" qui le menace. Elles restent, de ce fait, hermétiques à tout ce qui a trait à la modernité.¹⁰ Le recrutement ou le processus de radicalisation ne dépend pas seulement de la vulnérabilité mentale des femmes radicalisées, mais également de leur vulnérabilité économique¹¹.

¹⁰ Mongi Saidani, "Tunisian Takfiri Jailed for Inciting Women to Join ISIS" Asharq Al-Awsat, 8 mai 2019, <https://aawsat.com/english/home/article/1713091/tunisian-takfiri-jailed-inciting-women-join-isis>

¹¹ Fethi Benslama et Farhad Khosrokhavar, *Le Jihadisme des femmes : Pourquoi ont-elles choisi Daech ?* (Paris : Seuil, 2017).

Incitations financières

D'importantes sommes d'argent et autres incitations financières ont été déployées pour inciter les jeunes filles à s'approprier certaines pratiques et modes de comportement. En 2012 et 2013, beaucoup ont admis avoir reçu, via Western Union, une contrepartie pécuniaire pour porter le niqab¹².

Courants jihadiste et takfiriste: entre religion et idéologie

Des jeunes, par centaines, ont été pris au piège des groupes takfiristes. Le takfir est une idéologie qui consiste à accuser d'apostasie toute personne qui nourrit des croyances ou interprétations différentes de la religion. D'après certaines sources, on compte 150 à 900 femmes radicalisées, dont 150 ont été dépêchées vers les zones de conflit, pour rejoindre les 3% de terroristes déjà sur terrain¹³. Il est primordial de comprendre la matrice idéologique en référence à laquelle le jihadisme takfirite élabore ses méthodes et construit ses enseignements.

4. PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN TUNISIE : BONNES PRATIQUES ET ÉTUDES DE CAS

Cadre réglementaire et P/LEV

Les programmes de P/LEV interviennent dans un contexte où de nombreuses initiatives sont prises, au niveau national, pour contrer le terrorisme et l'extrémisme violent. La ratification de la loi organique de lutte contre le terrorisme est entrée en vigueur le 7 août 2015, au terme de débats pour le moins

houleux¹⁴. Ladite loi porte création de la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme, placée sous l'égide du gouvernement et du Pôle Judiciaire de Lutte Antiterroriste qui réunit des représentants des différents ministères concernés, aux côtés de magistrats. Des dossiers, par centaines, ont déjà été portés à l'attention du Pôle Judiciaire de Lutte Antiterroriste. En respect à la perspective du genre, des représentants du ministère de la femme, de la famille et de l'enfance et autres ministères concernés ont été appelés pour siéger au sein de la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme. Les efforts de P/LEV ont commencé à porter leurs fruits. Depuis la seconde moitié de 2018, un nouveau président a été désigné à la tête de la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme.

Il convient de distinguer entre les questions traditionnelles liées au genre, à la sécurité, au terrorisme, d'une part et les activités de P/LEV, d'autre part. A ce jour, aucun examen n'a porté sur l'interaction entre les programmes de P/LEV et les dispositions de la loi 2017-58 datée du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes¹⁵. D'autres études devraient être consacrées à l'exploration de cette question, sur la base de cas concrets.

Bonnes pratiques

En 2017, le Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche a dressé la liste des bonnes pratiques relatives à l'inclusion des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent. Il s'agit, notamment, de:

La réalisation de résultats satisfaisants

Il est attendu des programmes de P/LEV d'être

¹² Aaron Y. Zelin, "Tunisia's Female Jihadist" The Washington Institute Policy Analysis, 31 octobre 2018, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/tunisia-female-jihadists>

¹³ Youssef et Mighri, "Women's Groups Take on Radicalization in Tunisia."

¹⁴ https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/Loi_2015_26_fr.pdf (En arabe)

¹⁵ <http://www.legislation.tn/sites/default/files/news/tf2017581.pdf> (En arabe)

porteurs d'une théorie du changement. Dans le meilleur des cas, ces programmes doivent être pensés de manière stratégique pour servir de cadre efficace à la réalisation d'objectifs spécifiques. L'évaluation des résultats doit permettre de jauger la mesure dans laquelle les programmes peuvent avoir un impact positif sur les individus et/ou les groupes. bonnes pratiques relatives à l'inclusion des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent. Il s'agit, notamment, de:

L'innovation

Les programmes de P/LEV doivent être innovants et résilients dans un domaine spécifique.

La durabilité

Les programmes de P/LEV sont censés produire un impact positif et tangible, par l'amélioration des conditions de vie des citoyens, en général ou d'une catégorie sociale donnée, en particulier.

L'égalité entre les sexes

Les programmes de P/LEV doivent veiller à ce que les parties concernées, c'est à dire les femmes impliquées dans le processus, puissent améliorer leurs conditions de vie et leur autonomie, comparativement aux hommes.

La viabilité et la faisabilité

Les programmes de P/LEV doivent pouvoir s'adapter aux conditions locales, disposer d'un certain potentiel d'amélioration et d'évolution et être faciles à appréhender et à mettre en œuvre. Ils doivent faire preuve d'un rendement matériel et moral tangible et mesurable.

La participation

L'approche participative doit être au cœur de tout programme de P/LEV. La participation permet de décider de la qualité de la pratique.

L'adaptabilité et la reproductibilité

Les "bonnes pratiques" caractéristiques des programmes de P/LEV doivent être reproductibles et

doivent, de ce fait, s'adapter à différents contextes, afin de répondre aux mêmes objectifs de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Etude de cas : le Congrès des Intellectuels Tunisiens contre le Terrorisme¹⁶

Des intellectuels tunisiens se sont constitués en collectif pour réfléchir aux idées et pratiques extrémistes, avec l'intention de les contester. Le mot d'ordre de ce congrès a été : " les Tunisiens bâtissent une culture nouvelle". L'occasion était pour ces intellectuels d'exprimer leurs points de vue concernant la lutte contre l'extrémisme, un sujet sur lequel beaucoup se sont murés dans le silence des années durant.

Une quarantaine d'intellectuels et d'hommes et femmes de culture ont été à l'origine de l'organisation de ce congrès, dont Raja Ben Slama, Dalinda Laguech, Zahia Jouirou, Ikbel el Gharbi et Kmar Ben Dana. Toutes les femmes participantes à l'événement sont militantes dans les mouvements féministes et des droits de l'homme en Tunisie. L'événement, qui a porté la marque de leur détermination, a été un moment de partage et de complicité entre participantes et brigades anti-terroristes, selon la méthode des retranscriptions. Les forces de sécurité et les autorités locales se sont réjouies de constater que les femmes n'avaient aucune crainte d'aborder les montagnes réputées dangereuses. De ce fait, il a été question de briser le mur de la peur et de remonter le moral des membres des forces armées, de sécurité et des douanes. Il a ainsi été possible de relever le moral de l'ensemble des habitants de Kasserine, hommes et femmes, de raviver la ferveur patriotique parmi les enfants du Mont Chaambi et de construire une relation de confiance entre eux et les représentants des institutions sécuritaires.

Le même groupe a organisé une manifestation qui eut

¹⁶ <http://bit.ly/2l1U1v> (En arabe)

pour slogan "Touche pas à ma Tunisie", avec lecture du texte des vœux pour l'année 2016, au pied du mont Chaambi. Le Congrès des Intellectuels Tunisiens contre le Terrorisme s'est tenu le 12 août, c'est à dire juste après la ratification de la loi sur le terrorisme. Les intellectuels étaient accompagnés des membres de l'armée nationale, des forces de sécurité et des douaniers, ainsi que de 250 enfants venus des écoles des villages de la région.

En dépit de son importance et de l'originalité de son approche, l'expérience n'a été adoptée par aucune institution officielle. Elle reste, toutefois, digne d'intérêt en tant que forme nouvelle d'action civile. Elle a également été lancée dans un contexte de transition politique aggravé par une situation socio-économique délicate et fragile.

Résultats

- La publication de la déclaration des intellectuels contre le terrorisme.
- L'organisation d'une manifestation de solidarité avec l'armée nationale, les forces de sécurité et de la douane, avec la participation de 250 enfants venus des écoles des villages limitrophes du mont Chaambi. Les participants venus des villages alentours étaient, pour la plupart, des hommes. On a également enregistré la présence des enseignantes et du personnel féminin des écoles de 5 différentes écoles.
- La signature d'une convention entre la Bibliothèque Nationale, la Foire Internationale du Livre et l'École Boulaaba, dans le but d'alimenter la bibliothèque de l'école avec des livres pour enfants.
- L'autonomisation des femmes et la consolidation de leur participation politique.

Etude de cas : le Programme d'Appui à la Société Civile

Au lendemain des événements survenus le 7 mars

2016 à Ben Guerdene et au vu de la recrudescence des activités de recrutement de jeunes tunisiens dans les réseaux extrémistes, les associations actives dans la vie publique ont estimé qu'il était urgent de faire part des visions qui sont les leurs en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Une des initiatives de P/LEV a constitué en la réunion d'un groupe de réflexion (think tank). Le programme d'appui à la société civile a adopté une approche participative qui répond aux besoins de la société civile locale. Le but de l'initiative a été de pousser à la prise d'initiatives et à l'adoption de bonnes pratiques, notamment au niveau des zones frontalières. Cette expérience a visé le renforcement des capacités des associations locales concernées par les activités préventives de l'extrémisme violent. Elle a été portée par le programme d'appui à la société civile dans les gouvernorats du sud-est (Médenine et Tataouine) et s'est ensuite étendue aux bureaux de Gafsa, Tozeur, le Kef et Tunis.

Les événements ont porté sur la tenue d'ateliers de discussion et de conférences et l'organisation de sessions de formation. Ces sessions ont permis de renforcer les capacités des associations bénéficiaires du projet et de lancer des initiatives et activités de prévention de l'extrémisme. Le réseau s'est également donné comme objectif de veiller à ce que les bonnes pratiques en vigueur dans les autres pays soient également observées en Tunisie.

Depuis le début du projet, les bénéficiaires ont été invités à privilégier la participation des femmes, en dépit des difficultés de les mobiliser et à mettre l'accent sur l'importance de leur participation à tous les ateliers. La participation des femmes a été significative et a considérablement contribué à la réussite des ateliers et à la propagation des contenus aux autres membres des communautés et bénéficiaires des associations participantes. Les femmes étant l'élément fondamental de la

dynamique familiale et de l'éducation des enfants, leur sensibilisation apparaît primordiale dans la protection de la société contre les menaces de l'extrémisme violent.

Résultats

- Au terme de six sessions de formation, les groupes ont été en mesure d'élaborer des stratégies d'action en vue de lutter contre l'extrémisme et le terrorisme. Des stratégies qui reposent sur une approche qui privilégie la compréhension des spécificités locales et qui proposent des solutions pointues, basées sur l'approche micro.
- Les associations locales ont acquis des capacités en matière de lutte contre le fléau de l'extrémisme violent et sont devenues plus aptes à maîtriser les processus de détection des alertes précoces susceptibles de renseigner sur l'enlèvement des jeunes dans ce genre de réseaux extrémistes.
- L'accent a été mis sur la nécessité d'intégrer l'approche fondée sur le genre et de renforcer la participation des femmes aux sessions de formation: cette approche a été très fructueuse au niveau du travail communautaire et de la résilience locale¹⁷.

Remarquons que le critère de la durabilité reste lié à la question du financement alloué à la prévention de ce phénomène. Le financement peut apporter un grand élan aux associations intéressées.

Cette bonne pratique a renforcé les aspects locaux et les approches communes de prévention de l'extrémisme violent. L'approche fondée sur le genre a été respectée par tous les acteurs de la société civile qui ont pris part à ces activités et doit continuer à être mise en évidence dans l'avenir, notamment par le renforcement du réseau des associations de femmes dans les gouvernorats du sud du pays.

¹⁷ Rôle de la société civile dans la dé-radicalisation : Vers l'élaboration de plans d'actions régionaux, <http://pasctunisie.org/2017/06/03/role-de-societe-civile-de-radicalisation-vers-lelaboration-de-plans-dactions-regionaux/>

Etude de cas : la Ligue Nationale Tunisienne de la Femme Policière

La mission première de la Ligue Nationale Tunisienne de la Femme Policière est de mettre en exergue le rôle de la femme dans les forces armées. Dans le cadre de ce programme, la LNTFP envisage de construire des partenariats à même de consolider les capacités de la femme policière, notamment par sa participation à des cycles de formation et sa collaboration avec les différents partenaires. La mise en exergue du rôle de la femme policière s'inscrit dans la logique de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des expériences comparées tirées des différents plans de mise en œuvre en vigueur dans d'autres pays, comme la Finlande et la Jordanie.

La participation effective de la femme policière à l'atténuation du phénomène de l'extrémisme et à la lutte contre le terrorisme, aux côtés de ses collègues de sexe masculin, met en avant et revalorise l'image de la femme policière présente sur le terrain et appelée à assumer un certain nombre de responsabilités au sein des institutions militaires et sécuritaires.

L'initiative a été lancée en pleine transition politique et dans un contexte sécuritaire délicat, où il était primordial à l'institution sécuritaire de retrouver une image positive, par la mise en exergue de l'ensemble des réalisations de tous ses éléments, y compris l'élément féminin.

L'initiative de P/LEV a été déployée sur le Grand Tunis, à Sousse et à Bizerte. Elle a principalement mis l'accent sur le renforcement des capacités et la participation aux séminaires et sessions de formation sur des thèmes sécuritaires. Les sessions de formation ont été assurées par des responsables relevant des différents ministères concernés (à l'instar du ministère de l'intérieur), des acteurs de la société civile et des représentants d'autres organisations régionales et internationales.

Résultats

- L'institution d'une nouvelle relation entre les femmes engagées dans les forces sécuritaires et les acteurs de la société civile.
- L'émergence de certaines bonnes pratiques, comme les vidéos et articles de presse, appréciant à sa juste valeur le rôle des femmes dans le maintien de la paix et de la sécurité.
- L'expérience peut être érigée en bonne pratique, vu son adaptabilité à d'autres défis et sa reproductibilité dans des projets similaires, comme la création d'une coalition régionale, combinant les efforts des femmes et des jeunes, et l'organisation de séminaires qui permettraient aux politiques de disposer de recommandations et de points de vue qui éclaireraient leurs décisions¹⁸.

Etude de cas: l'Institut International de Développement Humain et le Plan d'Action National de Mise en Œuvre de la Résolution Femmes, Paix et Sécurité

L'Institut International du Développement Humain (IHD) travaille sur les questions sécuritaires et la perspective du genre et les P/LEV depuis 2014. Un projet qui plaide en faveur du rôle que jouent les femmes dans la lutte contre l'extrémisme et qui œuvre à sensibiliser à la Résolution 1325 de l'ONU, datée d'octobre 2016 et baptisée Femmes, Paix et Sécurité.

L'IDH focalise son attention sur l'appréhension du phénomène de l'extrémisme et la mobilisation des moyens nécessaires pour le contrer, dans le cadre du soutien aux efforts nationaux contre le terrorisme. Il travaille également à l'élaboration de programmes de formation destinés à soutenir les associations engagées dans la prévention de l'extrémisme. Les efforts de l'IDH concordent avec la promotion des

normes internationales relatives aux droits de l'homme, y compris la Résolution 1325, qui appelle à ce que les femmes prennent davantage part aux efforts visant à faire régner la paix et la sécurité.

La Résolution 1325, approuvée par le Conseil de Sécurité en Octobre 2000, est baptisée "Femmes, Paix et Sécurité". Elle est considérée comme partie intégrante des mécanismes d'appui aux efforts de la femme dans le maintien de la paix et de la sécurité et engage les états signataires à prendre un certain nombre de mesures juridiques et financières et à allouer des ressources humaines pour sa mise en œuvre. En 2018, la Tunisie a mis au point un plan d'action national destiné à la mise en œuvre de cette résolution.

Il reste toutefois beaucoup d'autres défis à relever. Il est important de doter le Plan d'Action National d'un budget conséquent, capable de l'ériger en mécanisme pragmatique pur mettre en application les quatre piliers qui le composent, en écho à ceux prévus par les Nations Unies. Il est également question de continuer à renforcer l'inclusion des femmes dans les prises de décisions et les stratégies de P/LEV. Remarquons que le vice-président de la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme est une femme (Neila Feki). Les auteurs estiment, par ailleurs, qu'une plus grande implication de la société civile et des universitaires (islamologues, sociologues...) peut renforcer la mise en œuvre du Plan d'Action National.

Au titre de ce programme, l'Institut du Développement Humain a lancé, en février 2016, la campagne de signatures de la Charte des Citoyennes et des Citoyens pour la Sécurité et la Paix, dont le but était de créer une dynamique de soutien à la participation efficace de la femme tunisienne aux efforts nationaux et internationaux pour promouvoir la paix et la sécurité en Tunisie.

L'Institut du Développement Humain travaille, depuis

¹⁸ <http://bit.ly/2kMsM77> (En arabe)

juillet 2014, à la conduite d'une étude qui tente de déterminer et de mieux comprendre les causes sous-jacentes à l'extrémisme chez les jeunes et d'apporter les recommandations pour contrer ce fléau.

En partenariat avec le ministère de la femme, de la famille et de l'enfance et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'Institut a organisé une conférence internationale en février 2016 sur le thème de "Femmes, Paix et Sécurité".

En partenariat avec la Ligue Nationale Tunisienne de la Femme Policière, l'Institut a également organisé deux sessions de formation, à Tunis et à Sousse, autour de la Résolution "Femmes, Paix et Sécurité". Plus de 100 femmes actives dans le secteur de la sécurité y ont pris part. L'IDH envisage de poursuivre son partenariat avec la Ligue Nationale Tunisienne de la Femme Policière et espère pouvoir proposer d'autres sessions de formation à un plus grand nombre de femmes policières.

L'Institut entend également produire des contenus antiterroristes à diffuser dans les médias et recueillir et documenter des témoignages et autres récits édifiants en lien avec la thématique.

Résultats

Le projet "Femmes, Paix et Sécurité" 2017-2019 a été lancé dans le sillage des efforts déployés par l'Institut du Développement Humain en vue de mettre en lumière le rôle des femmes dans le rétablissement de la paix.

- La formation d'une cinquantaine d'hommes et de femmes pour qu'ils soient les ambassadeurs de la paix dans tous les gouvernorats du pays. Il sera aussi procédé au lancement de la campagne de soutien à la Charte "Citoyennes et Citoyens pour la Paix" sur Internet. Cette charte vise à créer une dynamique de soutien à la participation efficace des femmes tunisiennes aux efforts nationaux et internationaux pour promouvoir la paix et la sécurité en Tunisie.

- A certains égards, cette expérience pourrait être considérée comme une bonne pratique. Elle reste susceptible d'être améliorée, avec l'aide des ministères de la défense nationale, de l'intérieur et de la justice. Cela nécessite, toutefois, plus de ressources financières et humaines. L'expérience est également adaptable à d'autres défis et reconductible dans le cadre de la réalisation d'objectifs similaires visant à soutenir le rôle de la femme dans la lutte contre l'extrémisme. En effet, la formation d'ambassadeurs locaux, dans le respect de la parité hommes-femmes, chargés de jouer un rôle concret dans la lutte contre l'extrémisme, est une approche qui peut être reproduite et dupliquée.

5. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Benslama, Fethi et Farhad Khosrokhavar. Le Jihadisme des femmes : Pourquoi ont-elles choisi Daech. Paris : Seuil, 2017.

Bromberg, Megan. "Engaging Women in PVE Programming" DAI Checkpoint, 29 janvier 2018. <https://dai-global-checkpoint.com/engaging-women-in-pve-programming.html>

Center for Insights in Survey Research. Understanding local drivers of violent extremism winter in Tunisia. Washington DC : International Republican Institute, 2017 http://www.iri.org/sites/default/files/wysiwyg/beja_report_winter_2016.pdf

Cheikh Hussein Mohamed Amer. "Québec: Battre sa femme est une manière de l'éduquer" <http://www.postedeveille.ca/2013/10/quebec-battre-sa-femme-est-une-maniere-de-l-eduquer.html>

Eggert, Jennifer Philippa. *The Roles of Women in Counter-Radicalisation and Disengagement (CRaD) Processes : Best Practices and Lessons Learned from Europe and the Arab World*. Berlin : Berghof Foundation, 2018.: https://www.berghof-foundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Other_Resources/Berghof_Input_Paper_Women_Counterradicalisation.pdf

Emna Jebblaoui. "Radicalisation. Déconstruire pour mieux agir". Conférence Com'Sci, 21 mars 2017. <https://www.institutfrancais-tunisie.com/?q=node/13784>

H.B.H. "Un imam devant la justice pour terrorisme". Réalités Online, 19 avril 2019, <https://www.realites.com.tn/2019/04/un-imam-devant-la-justice-pour-terrorisme/>

International Alert. *Experiences and perceptions of young people in Tunisia : The case of Douar Hicher and Ettadhamen*. London: International Alert, 2015. https://www.international-alert.org/sites/default/files/Tunisia_youngpeoplesurvey_EN_2015.pdf

Kolman, Iris. "Gender Activism in Salafism: A Case Study of Salafi Women in Tunis." In *Salafism After the Arab Awakening: Contending with People's Power*, revu par Francesco Cavatorta et Fabio Merone. Oxford : Presse Universitaire d'Oxford, 2017.

La Presse. "Zaghouan : Arrestation d'un imam pour suspicion de liens avec le terrorisme". La Presse, 20 avril 2019. <https://lapresse.tn/3710/zaghouan-arrestation-dun-imam-pour-suspicion-de-liens-avec-le-terrorisme/>

Lamloum, Olfa. "L'impact des chaînes satellitaires arabes". *Revue internationale et stratégique* vol. 4, no. 56 (2004) pp.69-75 <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2004-4-page-69.htm?page#>

Marks, Monica. "Youth Politics and Tunisian Salafism: Understanding the Jihadi Current". *Mediterranean Politics* vol. 18, no. 1 (2013): pp.104-111.

Milot, J.R. "La polygamie au nom de la religion au Canada : l'islam est-il en cause?". *Cahiers de recherche sociologique*, no. 46 (2008): pp.123-133.

Ndung'u, Irene et Mothepa Shadung. *Can a gendered approach improve responses to violent extremism?* Pretoria : Institute for Security Studies, 2017 <https://community-democracies.org/app/uploads/2018/06/aitwr-5-1.pdf>

PASC Tunisie. "Rôle de la société civile dans la déradicalisation: Vers l'élaboration de plans d'actions régionaux". Programme d'Appui à la Société Civile (PASC) Tunisie, 3 juin 2017, <http://pasctunisie.org/2017/06/03/role-de-societe-civile-de-radicalisation-vers-lelaboration-de-plans-dactions-regionaux/>

Rapport sur l'état de la religion et la liberté de conscience en Tunisie. L'observatoire national de la jeunesse, le Forum des sciences sociales appliquées & l'Institut arabe des droits de l'homme, 2015. <http://www.onj.nat.tn/index.php/fr/sondage-d-opinion/l-etat-de-la-religion-et-la-liberte-de-conscience-en-tunisie>

République Tunisienne. Loi organique n°2015-25 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent. République Tunisienne, 7 août 2015, https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/Loi_2015_26_fr.pdf

République Tunisienne. Loi organique n°2017-58 du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes. République Tunisienne, 11 août 2017, <http://www.legislation.tn/sites/default/files/news/tf2017581.pdf>

Saidani, Mongi. "Tunisian Takfiri Jailed for Inciting Women to Join ISIS". *Asharq Al-Awsat*, 8 mai 2019, <https://aawsat.com/english/home/article/1713091/tunisian-takfiri-jailed-inciting-women-join-isis>

Salah, Wael. "Sommes-nous entrés dans l'ère nécro-islamisme ?". *Les Cahiers de l'Islam*. https://www.lescahiersdelislam.fr/Sommes-nous-entres-dans-l-ere-necro-islamisme_a1597.html

Search for Common Ground et Al-Hayat Center for Civil Society Development. *Women and violent radicalization in Jordan*. Amman : UN Women Jordan & The Jordanian National Commission for Women, 2016. <https://www.refworld.org/pdfid/5881d4e44.pdf>

Watanabe, Lisa. "Preventing Violent Extremism in Tunisia". *Policy Perspectives* vol. 6, no. 3 (2018): pp.1-4. <http://www.css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/PP6-3.pdf>

Youssef, Maro et Hamza Mighri. "Women's Groups Take on Radicalization in Tunisia". *Dotation Carnegie pour la Paix Internationale*, 26 mars 2019. <https://carnegieendowment.org/sada/78685>.

Zelin, Aaron Y. "Tunisia's Female Jihadist". *The Washington Institute Policy Analysis*. 31 octobre 2018. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/tunisia-female-jihadists>

Les points de vue exprimés dans cette publication n'engagent que l'auteure et ne reflètent pas nécessairement ceux d'ONU Femmes et du Centre de Recherche sur le Genre, la Paix et la Sécurité de l'Université Monash.



MONASH
University

MONASH
GENDER
PEACE AND
SECURITY